

Le général-major Khaled Nezzar répond

Comme j'ai eu à le dire et à l'écrire, Chadli ne déroge pas à ses habitudes, recourant une fois encore à la parentèle (*) dont il n'a cessé d'user et d'abuser. Pourquoi choisir la wilaya d'El-Tarf pour s'adonner, comme il a eu à le faire un certain 20 septembre 1988, et s'engager comme à l'accoutumée dans une diatribe aussi haineuse que confuse, souvent décousue et au verbe obscur ? Ce pamphlet, en fait, n'a de vérités que celles-là mêmes qui sont énoncées par lui, croyant à tort qu'il est le seul à les détenir. Pourquoi maintenant et pas avant ? Pourquoi, pour l'hommage rendu à Amara Laskri dit Amara Bouglez, certains furent invités et d'autres intentionnellement oubliés ? Cette réunion n'était-elle pas orchestrée à l'avance pour, simplement, donner la parole à Chadli Bendjedid ? D'ailleurs — sauf erreur de ma part —, aucun compte-rendu ne reprend l'hommage rendu par Chadli à la mémoire de feu Amara Bouglez, ce grand officier de l'ALN, commandant de la Base de l'Est, connu surtout pour son grand sens de l'organisation. Chadli s'est surtout distingué par son discours haineux, prenant ses propres compagnons pour cible. A cette occasion, Chadli s'est distingué par des invectives et des insultes à mon endroit également.

Dire de moi que je fus «un espion de la France», c'est s'empêtrer dans ses contradictions : pourquoi m'avoir alors accepté dans la fonction d'adjoint militaire de la zone qu'il commandait à l'époque, c'est-à-dire de mars 1959 à mai 1960, puis sous son commandement lorsque lui-même était adjoint au commandant Abderrahmane Bensalem, de 1960 à l'Indépendance ? Pourquoi, alors que je ne suis à ses yeux qu'un transfuge, ne s'était-il pas passé de mes services ? Au contraire, j'ai grimpé les plus hautes marches sous son commandement puisque, à la mort de Boumediene, je n'étais que lieutenant-colonel commandant les troupes aéroportées.

Il est vrai que j'ai bénéficié d'une formation acquise auprès des Français. Mais, au fait, que faisaient mes compatriotes ? Vivaient-ils donc sous d'autres cieus ? Le fait est que nous étions tous logés à la même enseigne. Nous étions tous qui militaire qui émigré ; très peu étaient installés à leur propre compte, commerçants ou cultivateurs, beaucoup, sinon l'immense majorité était exploitée par les colons, des khemas (?). Je serais bien curieux de savoir pourquoi Chadli prétend au patriotisme plus que les autres ? En tout état de cause, l'essentiel pour moi, était d'avoir su profiter de cette opportunité pour la mettre d'emblée, au sortir de l'école, à la disposition de la Révolution armée (*).

Le patriotisme doit-il être l'apanage de ceux qui, comme Chadli, ont rejoint, je ne sais dans quelle circonstance, le maquis avant moi ? Que non ! Car pour lui, seule l'ancienneté comptait ; cette sempiternelle ancienneté qu'il aimait à brandir comme certains de ses prédécesseurs l'avaient fait avant lui. Critère unique, comme s'il s'agissait d'un faire-valoir.

Il est vrai aussi que certains de mes compagnons ont eu à joindre le maquis quelque temps avant moi et plus jeunes encore. Combien sont-ils ? D'autres sont venus après. A-t-il été donné à beaucoup d'Algériens de militer comme moi, au FLN, alors que je n'avais pas vingt ans, et de passer quatre années consécutives dans les glorieuses unités de com-

bat de l'ALN ! (cf. Mémoires de guerre. Editions Anep) ?

Si servir pendant près de cinq années sans relâche équivaldrait à rejoindre la Révolution «sur le tard», comme le prétend Chadli, je suis en droit de me poser la question de savoir à quels motifs répond ce procès d'intention. Il se trouve que dans la fonction qui était la mienne personne — je dis bien personne ! — n'est en droit de me reprocher une quelconque ignominie, surtout celle aussi diffamatoire, «espion de la France», proférée de surcroît par celui qui fut le premier magistrat du pays. Lesquels propos ont été rapportés par les journaux *El Watan* et *Le Soir d'Algérie*. Ester Chadli serait inutile tant le chemin qui mène à l'obtention d'une réparation morale est tortueux et sans issue.

Dire aussi que je rendais compte au GPRA et aux «3 B» (c'est-à-dire Krim Belkacem, Abdelhafidh Boussouf et Lakhdar Bentobal), cela eût été un grand honneur pour moi ! Cette structure qu'il montre du doigt qu'était le Gouvernement provisoire de la République algérienne ne représentait-elle pas le flambeau de l'Algérie en guerre ? Les hommes qu'il cite seraient-ils donc des traîtres à la patrie ? Malheureusement, je n'ai pas eu l'honneur de servir aux côtés de ces trois héros, car je fus affecté, à ma demande, en zone opérationnelle par le colonel si Nacer et n'ai eu à rendre des comptes qu'à mon chef hiérarchique, Chadli Bendjedid. La rancœur exprimée dans ce cas précis démontre, si besoin est, sinon son appartenance du moins sa sympathie pour le complot des colonels qu'il a toujours su dissimuler.

Puisque Chadli s'est voulu didactique, en s'adressant à une audience composée non seulement de moudjahidine mais aussi d'historiens et d'étudiants, pourquoi n'a-t-il pas pris le soin de traiter le sujet des officiers de l'armée française dans son ensemble ? En fait, l'ALN, puis l'ANP ont connu trois catégories d'officiers formés par les Français. Il y eut d'abord ceux qui, à partir de 1957, ont rejoint l'ALN, et ainsi successivement jusqu'en 1961. Si cette catégorie n'a pris le maquis qu'à partir de 1957, c'est parce que ceux qui en ont fait partie étaient les premiers à sortir de ces écoles. Une seconde catégorie était composée de ceux qui, ayant choisi de rester de l'autre côté de la barrière, étaient sélectionnés par les Français pour encadrer les éléments appelés à l'époque «Force locale». Composée de militaires algériens, elle avait pour mission d'assurer le maintien de l'ordre jusqu'aux élections. Cette force puisait sa légitimité des accords d'Evian qui mirent en place un exécutif chargé de gérer la période transitoire, installé à Rocher-Noir (Boumerdès). Lors de son déploiement sur le terrain, l'ordre nous fut intimé de procéder au désarmement des personnels la composant et de les renvoyer dans leurs foyers. Ils n'opposèrent aucune résistance. Cette force était organisée en compagnies commandées par des lieutenants. Quelques mois plus tard, l'ANP, confrontée à des problèmes de formation, quelques-uns parmi ces lieutenants furent enrôlés dans les rangs de l'ANP, sous le vocable «d'officiers intégrés». J'étais commandant des forces terrestres chargé de l'avancement et du dégage-ment des cadres, lorsque ce même Chadli Bendjedid, président de la République, m'ordonna de mettre ces personnels à la retraite avant terme, ce que je fis, alors que ces derniers totalisaient une vingtaine



d'années de service. Ils terminèrent leur carrière dans des entreprises nationales. Chadli confond-il entre ces différentes catégories ? En ce qui me concerne, je suis de ceux qui appartiennent à la première catégorie et je ne peux qu'être fier d'avoir tourné le dos à une carrière pour servir mon pays quand il a eu besoin de ses enfants, n'en déplaise à Chadli Bendjedid et à tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont tenté de jeter l'anathème !

Je crois comprendre que tout ceci n'est qu'une occasion pour Chadli de solder ses comptes avec moi, entre autres. Beaucoup de journalistes objectifs l'ont compris et n'ont pas manqué de l'exprimer à travers les colonnes de leurs journaux. Je dis bien règlement de comptes car, en définitive, c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il est vrai que j'ai eu à donner mon point de vue dans mes écrits sur les périodes difficiles de notre histoire contemporaine, de 1988 à 1992. Comment pouvais-je escamoter le rôle de Chadli, lui dont la responsabilité s'étala tout au long de ces années et même au-delà. C'était pour moi un devoir, compte tenu des moments difficiles que les Algériens ont vécus durant ces années de sang, de rapporter les faits marquants avec le plus d'honnêteté et de réalisme possibles. Devais-je adopter la politique de l'autruche alors que j'étais aux premières loges ? Assurément non. En écrivant sur cette page douloureuse de notre histoire, je me devais d'apporter mon témoignage sur celui qui fut mon chef direct pendant longtemps. Je l'ai fait en mon âme et conscience et ne pouvais éviter de parler des crises sans fin ayant marqué cette période dont Chadli — qu'on le veuille ou non — est responsable pour une large part. Je l'ai fait certes avec un esprit critique, mais sans jamais me départir du sérieux que requiert un tel travail de mémoire et du respect dû à l'homme et à ce qu'il fut. En effet, je suis tout à fait convaincu que le déballage que croit nous servir Chadli n'a de but que de mieux diluer ses responsabilités comme il l'a, du reste, toujours su le faire. J'aurais aimé qu'il me réponde avec autant de correction que furent mes écrits à son égard. C'eût été son droit le plus absolu. Malheureusement, à court d'arguments, Chadli s'est confiné dans des propos amers et violents pleins d'emportements et d'injures.

Dans son intervention à El-Tarf, Chadli a cru utile d'accréditer la thèse de sa désignation par l'armée pour la succession de Boumediene. Or, à ce propos, qu'il me soit permis d'apporter le témoignage suivant : je fus approché par des officiers qui me demandèrent de tenter de convaincre Chadli d'accepter la candidature à la présidence de la République. Cela s'est passé au moment où j'assurais le commandement des forces à Tindouf. J'étais en permission à Alger. Rentré tard chez moi (23 heures), j'apprends que mon chef d'état-major, Slimane Bouchareb, avait demandé que fût mis à sa disposition un avion sanitaire. Ayant compris la gravité de la situation, je me mis immédiatement en route vers le ministère de la Défense, où des lignes téléphoniques spécialisées par satellite étaient disponibles à l'époque.

Je tombe nez à nez avec trois compagnons en conciliabule sur le perron du mess des officiers. Je ne suis guère étonné de les voir ensemble, car il était fréquent que des officiers s'attardassent pour discuter, regarder un film ou jouer à la belote. Je leur expose le motif de ma visite et leur demande de me tenir compagnie le temps que j'aie Tindouf en ligne. Ces trois officiers sont Mostefa Beloucif, Rachid Benyellès et Ben Abbas Ghezziel, tous trois vivants. Tandis que je m'éclipse pour demander ma communication téléphonique, ils décident de me mettre dans la confidence.

La communication passée, je reviens auprès d'eux. Mostefa Beloucif prend alors la parole le premier et me dit : «Si Khaled, toi qui as bien connu si Chadli du temps de la Révolution, ne pourrais-tu pas aller le voir et le persuader de se présenter comme candidat à la présidentielle. En ce moment, c'est un pas en avant, un autre en arrière», voulant dire que Chadli se montrait incertain. Je suis interloqué : «Ah bon ? Vous voyez sérieusement en Chadli le futur président de la République ?» Surpris par ma réaction, Mostefa Beloucif renchérit : «Si Khaled, nous connaissons tous si Chadli, c'est notre frère et il saura être à la hauteur le moment venu.» Ma réponse est aussi ferme que directe : «Je ne suis pas du tout convaincu, je n'irai pas le voir !» J'ajoute : «A la rigueur, qu'il soit nommé ministre de la Défense, dans l'état actuel de notre armée, il

pourrait éventuellement assurer sa cohésion.» Lorsque sa candidature fut rendue officielle par le Comité central du FLN, dont j'étais membre, mes collaborateurs, m'attendant à la descente d'avion à Tindouf, m'apostrophèrent sans ménagement : «Mais qu'avez-vous fait ?», allusion à la désignation de Chadli à la tête du pays (*).

Toujours à ce propos, Chadli s'est proclamé «dauphin de Boumediene». Voilà une nouvelle ! Jamais, connaissant fort bien tant feu Boumediene que Chadli, une telle option n'aurait pu être envisagée. A ma connaissance, la personne pressentie à être portée au sommet de l'Etat était le président de la République en poste actuellement. Chadli ne se serait-il pas laissé manipuler par feu Kasdi Merbah et Abdelmadjid Allahoum, respectivement patron de la SM et chef du protocole de la présidence de la République, à des fins qui restent à élucider ?

Seize années se sont écoulées depuis le départ de Chadli, sans que celui-ci ne daigne jamais infirmer les allégations selon lesquelles il aurait été poussé vers la porte de sortie par les militaires. Ce silence complice est la brèche à travers laquelle les partisans du «qui-tue-qui ?» se sont engouffrés pour semer le doute dans l'esprit des Algériens et porter le discrédit sur l'institution militaire occupée à combattre l'hydre terroriste. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour donner la véritable version des faits ? Lui qui répète sans cesse vouer estime et respect à l'institution dont il est issu. Mais, là aussi, Chadli n'en est pas à sa première escapade. Je me trouvais à El-Tarf — encore une fois, un hasard ? —, c'était en 1962. J'étais adjoint dans le sous-groupement commandé par Chadli, en même temps que le général à la retraite Kamel Abderrahim et le colonel Ali Boukhedir. Alors que Chadli était absent depuis deux jours, pour une raison qui nous échappe à ce jour, nous reçûmes l'ordre de l'état-major installé à Taoura, ex-Gambetta, de faire diriger deux des trois bataillons du sous-groupement vers Boussaâda. A l'époque, personnellement, je n'avais pas vent de ce qui se tramait. Je ne saurai que par la suite que Boumediene avait décidé d'engager deux axes de pénétration, l'un à partir de l'Ouest, l'autre à partir de Boussaâda, dans le but d'enfoncer les lignes défensives organisées par les Wilayas III et IV, visant à nous interdire tout accès vers la capitale. Pour mettre à exécution les instructions ainsi reçues, nous nous mîmes à la recherche de notre chef, en vain.

Les délais de mise en œuvre ayant été impartis, et voyant qu'ils allaient être dépassés, je pris sur moi de commander les deux bataillons à la tête desquels se trouvaient Abdelkader Kara et Kadour Bouhrara. Je puis dire aujourd'hui, avec le recul et connaissant les pratiques de Chadli, que lui savait ce qui se préparait et a préféré se faufiler devant le devoir. Ne pas vouloir affronter par les armes ses compagnons, c'est tout à son honneur. Or, il s'agissait simplement d'avoir le courage de le dire ! Pour revenir à ce qui est supposé être une réponse de Chadli à mes propos parus dans mes différents livres, je me fais un plaisir de les soumettre à l'appréciation des citoyens pour qu'ils puissent juger d'eux-mêmes si ceux-ci méritent qu'on oppose l'injure et la diffamation à la critique et au débat. Extraits.

aux accusations de Chadli Bendjedid

«Les quelques membres rescapés d'un Conseil de la Révolution réduit à sa plus simple expression (la plupart étant d'ailleurs chefs de région militaire), contrôlés et chaperonnés par une sécurité au zénith de sa puissance, avaient mis devant le fait accompli l'ensemble du corps des officiers en acceptant que Chadli Bendjedid devienne le coordonnateur de l'armée. Dès lors, le système étant ce qu'il était, Bendjedid se trouvait à la verticale du fauteuil présidentiel. Seuls quelques officiers lui étaient favorables. Pour toutes les autorités civiles, Chadli est adoubé par l'ANP, il deviendra donc sans coup férir, président de la République.

Chadli, au lieu de s'entourer de vraies compétences en mesure de l'aider avec efficacité dans sa tâche, ouvrit toutes grandes les portes à la médiocrité et à l'irresponsabilité. La parentèle arrogante et corrompue transforma la présidence d'abord en cour, puis en sérail. Les décisions qui engageaient le pays étaient prises dans des cercles étroits en fonction d'intérêts claniques plutôt qu'au bénéfice du pays. Il plaça des personnes réputées fidèles à sa personne, au plus hauts postes de responsabilité de l'Etat, sans égard pour leurs aptitudes à gérer.

L'échec est dû au refus du système politique d'affronter les pesanteurs inhérentes à la société. Le FLN de la guerre de Libération nationale, en phase avec la population, n'existait plus. Celui dont Chadli Bendjedid espérait faire le moteur du renouveau et de la libéralisation s'était bureaucratisé et sclérosé. Les organisations de masse, sur lesquelles le régime pré-

tendait fonder son assise sociale, étaient le refuge des opportunistes et des candidats à la prébende.

La quiétude de la rue devait déboucher un jour ou l'autre sur des explosions incontrôlées. Les premières émeutes (Constantine) qui ont marqué le début de la décennie n'ont pas été analysées à leur juste signification. Et personne ne dira au Président que le temps pressait. Soudain, nous fûmes surpris par les événements du 5 Octobre. Au lieu de les prévoir, le Président, surpris aussi, donna de l'armée pour réparer ses errements et c'est ainsi que nous fûmes chargés de la sale besogne.»

1988 à 1992, la montée des périls.

«Des calculs étroits de pouvoir donnèrent à la mouvance islamiste, y compris à ceux qui parlaient ouvertement de guerre sainte, le loisir de prospérer en toute sécurité. Le souci de trouver un contrepoids au mouvement berbériste et au PAGES (parti de l'avant-garde socialiste), accusés d'être à l'origine des troubles, amènera les conseillers de Chadli Bendjedid à préconiser une alliance de fait avec les fondamentalistes (certains responsables du FLN y seront pour beaucoup). Le général Mejdoub Lakhal Ayat me disait à l'époque : «Ils sont en train de combattre les berbéristes mais le mal viendra des islamistes radicaux car ils se préparent à la violence».

L'envoi de centaines de jeunes en Afghanistan pour prendre part au djihad bénéficia de la complicité des autorités.

Les errements idéologiques constituèrent des lignes de forces qui ont engendré la crise d'où

l'échec à construire un Etat fort, la ruine économique et le refus des gouvernants d'assumer leurs responsabilités et de se retirer avant qu'il ne soit trop tard.

Personne ne se rendait compte, ni au sein du parti ni à la présidence, de la lente et efficace mainmise des intégristes sur des pans entiers de la société. Ils étaient aidés en cela par le phénomène de la clochardisation. Alger était devenue un conglomérat de bidonvilles. Le chômage frappant de plein fouet, une partie de la population, notamment les jeunes, fut jetée pieds et poings liés dans les bras des intégristes.

Chadli Bendjedid ne disposait que de la Constitution. La disparition du socle social qui permettait au système de durer et prospérer, la cassure du FLN, la débandade de la plupart des organisations de masse et les compromissions ne permettaient à Chadli, pour plaire à ses futurs partenaires, de ne donner que sa propre personne voulant, malgré cet état des lieux, rester au pouvoir et cohabiter avec le FIS. Après le premier tour des élections remportées par ce même FIS, il préféra se retirer laissant le soin à l'armée de faire face aux périls.»

(1) Un jour, un gendarme prit son courage à deux mains et osa lui faire remarquer que parmi les nouveaux walis promus, sept faisaient partie de sa famille. Il rétorqua : «Er'djal berdjahoum» (Les hommes ne valent que par leur entourage).

(2) Les Algériens offraient au colon leur force des bras pour un cinquième du produit de leur travail.

(3) Chadli va jusqu'à contredire la Plate-forme de la Soummam qui édicte : «L'Armée de Libération nationale se bat pour une cause juste (...) Elle s'est renforcée par le sursaut patriotique d'officiers, de sous-officiers et de soldats de carrière ou de contingent, désertant en masse avec armes et bagages les rangs de l'armée française.»

(4) Au même moment, je me suis rappelé d'un épisode qui m'avait à l'époque fort choqué : nous venions de recevoir une correspondance du chef d'état-major de la Base de l'Est, le colonel si Nacer. C'était vers la fin de l'année 1959. La lettre ordonnait tout simplement de réserver un emplacement à une unité qui venait d'être montée au camp de Zitouna. Elle était constituée par des éléments venus de la Wilaya II. A la lecture de la lettre, nous fûmes surpris, si Abdelkader Abdelaoui (encore en vie), si Ahmed Terkhouché (Dieu ait son âme) et moi-même, par la réaction de Chadli : «Sictourna !» (C'est [notre] sec-

teur !) Si Abdelkader, notre aîné, donc plus sage et plus proche de Chadli, nous fit signe discrètement de le laisser seul avec lui. Nous les vîmes s'enfoncer dans la forêt dense de chênes zen. Si Abdelkader put enfin le convaincre d'acquiescer à la décision.

Cette anecdote suffit à expliquer les pratiques sectaires, régionalistes et claniques qui ont ponctué le règne de Chadli douze années durant et qui nous ont plongés dans l'abîme.



Photos : Samir Sid

HOMMAGE AU COLONEL AKLI MOHAND OULHADJ AU CENTRE UNIVERSITAIRE DE BOUIRA En deçà de la stature de l'homme

L'ONM de Bouira et l'association «Machaâl echahid» ont tenté ce mardi 2 décembre, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du colonel Akli Mohand Oulhadj, décédé le 2 décembre 1972 à l'âge de 61 ans, d'organiser une rencontre au niveau du centre universitaire de Bouira, baptisé depuis le 20 août dernier au nom de ce chef de la Wilaya III historique. Mais, force est de reconnaître que l'événement était un échec.

Un échec tant par l'organisation que par les témoignages apportés par les moudjahidines invités et qui n'étaient pourtant pas des moindres, à l'image du colonel Si Hassan, alias Youcef Khatib, dernier chef historique de la Wilaya IV et de tant d'autres moudjahidine venus de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira.

Tout ce beau monde présent n'a pu accrocher le peu d'étudiants présents à cet événement historique tant les témoignages étaient quelconques, sans âme et sans attrait. En outre, le rappel historique sur le personnage n'a pas été fait. A l'issue de cette conférence qui se voulait un hommage, tous les étudiants qui n'ont pas lu les livres d'histoire ne pouvaient savoir que le personnage dont le centre porte le nom est bel et bien le premier Algérien à avoir hissé le drapeau de l'Algérie indépendante le 5 juillet 1962 à Sidi-Fredj et qu'il est le premier à avoir prononcé un discours de circonstance en Kabyle.

Pendant près de deux heures, on avait l'impression d'être en face de moudjahidine pris au dépourvu et invités à parler d'un personnage qu'ils n'avaient jamais côtoyé. Au vu de cette situation, on pensait que le colonel Youcef Khatib allait sauver les apparences. Mais là aussi, ce fut un grand ratage.

Le colonel s'est contenté de généralités en rappelant que pendant la période où le colonel Mohand Oulhadj se trouvait à la tête de la Wilaya III, entre 1959 et 1962,

aucun différend n'a surgi entre les Wilayas III et IV qu'il dirigeait. Suite à l'insistance d'un étudiant qui rappelait aux moudjahidine présents pourquoi ils ont occulté l'histoire du personnage et son rôle dans la révolte du FFS, entre 1963 et 1964, le colonel Youcef Khatib n'a soufflé aucun mot sur cette période. Tout au plus, il rappellera la période où il a œuvré avec le colonel, au lendemain de l'indépendance, pendant le congrès du FLN en 1964, lorsqu'il était dans une commission avec Salah Boubnider de la Wilaya II et Mohand Oulhadj de la Wilaya III.

Le colonel Youcef Khatib décevait également lorsque, interpellé par un étudiant sur la première violation de la Constitution en 1963 quand Ben Bella lui substitua une mouture, alors que lui et plusieurs autres compagnons de lutte siégeaient dans l'Assemblée constituante pour rédiger la première Constitution de l'Algérie indépendante. Là, le colonel Youcef Khatib qui était acteur dans ces événements n'a guère voulu s'étaler sur cet épisode de l'histoire.

En somme, il faudrait dire que pour un hommage à un personnage de la stature du colonel Akli Mohand Oulhadj, celui qui a survécu à l'opération «Jumelles», alors le général Challe avait mobilisé plus de 70 000 hommes, il faudrait d'autres personnes et dans un contexte autre que l'amphithéâtre d'un centre universitaire hélas, où les personnes présentes étaient stéréotypées.

Heureusement des hommages à la hauteur de l'homme d'Etat que fut et restera à jamais l'enfant de Bouzeguène, le défunt Akli Mohand Oulhadj, digne héritier du colonel Amirouche, sont organisés à travers toute l'Algérie. C'est de cette sorte qu'il sera possible d'aborder l'écriture de l'histoire et non en occultant des épisodes entiers de la vie d'un combattant.

Y. Y.

Inde, Pakistan, engrenage dangereux

La tension entre l'Inde et le Pakistan (deux pays disposant de l'arme atomique) consécutive aux attentats sanglants de Bombay, suscite l'inquiétude des Etats-Unis et de nombreuses capitales occidentales. Au point où la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a dû de nouveau se rendre dans les deux pays pour ramener les deux puissances à garder raison. C'est que les attaques soudaines et simultanées perpétrées par un commando islamiste aux revendications floues — la fin des persécutions contre les 160 millions d'Indiens musulmans — le choix des cibles — plusieurs grands hôtels de Bombay — sont survenues au moment même où s'esquissaient un rapprochement entre les deux pays. Depuis la partition de l'Inde en 1947 qui s'est traduite par la création du Pakistan, la question du Cachemire peuplé de musulmans, sous domination indienne et que revendique le Pakistan, continue d'empoisonner les relations entre les deux pays. Plusieurs guerres les ont déjà opposés. La dernière a abouti à la création du Bangladesh qui faisait partie du Pakistan. Mais aujourd'hui, la donne a changé : l'Inde et le Pakistan sont devenus des puissances nucléaires. Et s'ils recouraient à la guerre pour régler leur différend, c'est le risque de voir l'un des deux pays utiliser l'arme nucléaire pour se défendre avec toutes les conséquences prévisibles sur l'ensemble du sous-continent indien et même au-delà. Raison pour laquelle, de nombreux pays appellent New Delhi et Islamabad au calme. Au-delà de la question

de savoir qui est derrière ce commando islamiste, il ne fait aucun doute que les commanditaires de ces actes sanglants avaient pour but de ranimer la tension entre les communautés indoue et musulmane et, partant, entre l'Inde et le Pakistan. Les extrémistes indous n'ont d'ailleurs pas tardé à donner de la voix. Tandis que le ministre des Affaires étrangères indien n'a rien trouvé de mieux que d'accuser le Pakistan dont seraient originaires les membres du commando islamiste. Il est vrai que les islamistes ont transformé certaines régions du Pakistan, notamment les zones tribales frontalières de l'Afghanistan, en base arrière. Il est vrai aussi que cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Et que Washington en est responsable. Les Etats-Unis n'ont-ils pas soutenu le coup d'Etat qui a renversé le président Ali Buttho afin de placer l'un des leurs, le général Zia ul Haq qui s'est empressé de l'exécuter au terme d'un simulacre de procès. Sous le règne de Zia ul Haq, les médresses islamistes dont le nombre ne dépassait pas quelques centaines au Pakistan ont essaimé : on en compte plusieurs dizaines de milliers, financées par des dons saoudiens pour diffuser l'idéologie wahhabite. Le résultat, on le connaît : l'islamisme radical se nourrissant des frustrations sociales, de la pauvreté, a gagné le pays avant de s'étendre à l'ensemble du monde musulman. Comme il est vrai que l'ISI (Services secrets pakistanais) avec l'assistance de la CIA a, depuis lors, aidé, formé et soutenu les islamistes afghans quand ces derniers combattaient

Par Hassane Zerrouky



l'URSS. Aujourd'hui, les Etats-Unis, qui ont formé et instrumentalisé ces légions islamistes, afin de combattre l'ennemi soviétique en Afghanistan, feignent de découvrir un terrorisme qu'ils ont eux-mêmes forgé pour leurs besoins stratégiques. En outre, certains ex-responsables de l'ISI ont été nommément accusés par feu M^{me} Benazir Buttho d'avoir commandité l'attentat l'ayant ciblé lors de son retour au Pakistan, avant qu'elle ne finisse par être assassinée. Reste que si ce groupe islamiste a bénéficié d'une expertise d'ex-membres de l'ISI, chacun sait que les islamistes parviennent toujours à échapper à leurs manipulateurs. Par conséquent, il se pourrait que ce qui vient de se passer dans la capitale indienne vise aussi bien l'Inde que le Pakistan aujourd'hui gouverné par le PPP (Parti populaire pakistanais), la formation que dirigeait Benazir Buttho, auquel les islamistes ont déclaré la guerre ! Le Pakistan n'est-il pas le théâtre d'attentats aussi sanglants que ceux ayant eu lieu en Inde ?

H. Z.